

## "L'Autriche neutre" dans Corriere della Sera (16 mai 1955)

**Légende:** Le 16 mai 1955, le quotidien italien Corriere della Sera analyse les conséquences géopolitiques et militaires de la signature, le 15 mai 1955, du traité d'État qui accorde la neutralité à l'Autriche.

**Source:** Corriere della Sera. 16.05.1955, n° 116; anno 80. Milano: Corriere della Sera. "Austria neutrale", auteur:Caleffi, Camillo , p. 1.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/l\\_autriche\\_neutre\\_dans\\_corriere\\_della\\_sera\\_16\\_mai\\_1955-fr-dd5e856e-201d-496f-b413-3aa2dfcf79ad.html](http://www.cvce.eu/obj/l_autriche_neutre_dans_corriere_della_sera_16_mai_1955-fr-dd5e856e-201d-496f-b413-3aa2dfcf79ad.html)



**Date de dernière mise à jour:** 04/07/2016

## L'Autriche neutre

Le traité de paix avec l'Autriche, signé à Vienne dix ans après la capitulation du Reich, rétablit la situation créée à Saint-Germain le 10 septembre 1919. Derrière une frontière inchangée, nous garderons la modeste république d'Autriche qui, pour préserver sa tranquillité, après quarante années de guerre et d'agitation politique, préférera toujours le statut de neutralité, à l'écart de toute contrainte. Elle ne se soustraira certainement pas aux plafonds militaires fixés par le traité, dictés également par la faiblesse de ressources financières insuffisantes pour permettre l'achat d'armements importants. Les forces armées de l'Autriche, strictement proportionnées aux impératifs d'une défense raisonnable face à une menace éventuelle, n'auront ni caractère ni esprit offensif. Il n'y a pas à envisager de surprise du genre de l'Anschluss, car l'indépendance de l'Autriche est à présent garantie par les grandes puissances, de l'Est comme de l'Ouest.

Le retour imminent de la liberté en république d'Autriche a également des conséquences d'ordre militaire non négligeables pour la configuration politique actuelle de l'Europe et la crise persistante des rapports internationaux. La petite république, qui s'étend sur une vaste zone du versant septentrional des Alpes À de la Suisse à la Hongrie et du Rhin au Danube Ä, introduit un ruban de neutralité ininterrompu entre les deux grands secteurs de l'organisation défensive de l'OTAN, le centre et le sud de l'Europe. Ainsi, quelques uns des éléments qui définissent le plan de commandement des forces alliées en Europe deviendront obsolètes. Le cordon de sécurité qui suit la ligne de partage entre Europe occidentale et Europe orientale, ligne qui rejoint la Drave à Maribor, sur l'instable front balkanique, sera interrompu en territoire autrichien sur un tronçon important. Les forces d'occupation alliées qui, de par leur taille réduite, ont, il est vrai, une valeur plus morale que réelle, même si elles peuvent jouer un rôle non négligeable en bloquant les voies de pénétration dans le système alpin dans le sens Est-Ouest, viendront à manquer. Les voies de communication servant au transfert de troupes et au transport logistique entre les deux secteurs seront coupées.

L'application du traité impose donc des ajustements aux dispositions en vigueur et une révision des projets. Dans une certaine mesure, une nouvelle conception de la défense de la zone alpine devra se substituer au schéma actuel. Quoique l'on puisse imaginer sur le sort du territoire autrichien en cas de conflit, qu'il reste inviolé ou qu'il soit envahi par les armées ennemies, le vide entre Europe centrale et Europe méridionale, le *vacuum* créé par le traité de paix, devra être pris en compte dans les plans stratégiques. Ce *vacuum* exclut, du moins virtuellement, la zone alpine du grand théâtre opérationnel de l'Europe occidentale; zone qui a, par ailleurs, perdu beaucoup de valeur dans la stratégie actuelle, car l'on ne peut envisager d'acheminer un nombre important de soldats par des passages montagneux longs et difficiles, très exposés à l'aviation et sur un terrain interdisant l'utilisation de forces mécanisées.

Par suite, la défense que le commandement atlantique prévoyait de déployer au cœur du système alpin devra être déplacée hors de ce territoire neutre. La géographie renseigne précisément à ce sujet: elle s'adossera, au Nord, sur le plateau de Bavière, au Sud, sur le massif des Alpes juliennes qui, l'un comme l'autre, deviendront les appuis d'ailes internes des deux secteurs précédemment nommés, l'Europe du centre et l'Europe du Sud. Apparaît ainsi l'importance croissante qu'acquiert l'Italie dans le système défensif européen, puisqu'en définitive, notre pays sera responsable militairement de l'intégrité de la zone julienne, même si celle-ci est actuellement scindée par une frontière politique dépourvue de sens.

À l'extrémité orientale de notre frontière avec l'Autriche, à faible distance du mont Forno, où

convergent les frontières de trois États, l'Autriche, la Yougoslavie et l'Italie, s'ouvre le col de Tarvis, l'une des principales portes d'accès en territoire italien, l'une des plus problématiques. Deux grandes voies de communication, desservies par d'excellents axes ferroviaires et routiers, s'unissent au col de Tarvis: l'une, autrichienne, née dans la vallée de Klagenfurt, et l'autre, yougoslave, issue de la plaine de Ljubljana, toutes deux excellentes places d'armes qui, dans la stratégie moderne, ont conservé une valeur notable. Du col de Tarvis, la voie continue vers Udine, pour déboucher dans la plaine du Frioul, derrière les positions qui dominent l'Isonzo.

Barrer le passage du col de Tarvis est un impératif fondamental de la défense de notre territoire, objectif qui reste à la portée de nos capacités militaires. Après que les troupes alliées et soviétiques auront évacué le territoire autrichien, on pourra compter sur l'inviolabilité de la zone, en raison de son statut de neutralité. Il est plus qu'évident que cela ne peut dispenser d'en assumer toutes les mesures défensives nécessaires, également imposées par l'existence d'un autre axe d'invasion possible que pourrait emprunter un agresseur tout en respectant l'indépendance autrichienne, envahir le territoire yougoslave à partir, par exemple, de la Hongrie et, de là, continuer sa progression offensive avec pour objectif la plaine de Padoue. Tout cela sans tenir compte des conséquences du nouvel accord qui se prépare entre Moscou et Belgrade.

Nous avons ainsi brièvement abordé les problèmes militaires résultant du rétablissement de l'ancienne neutralité en république d'Autriche. Ces problèmes ne sont pas difficiles à résoudre, car ils ne réclament pas de changements importants dans la défense européenne. La communication entre les deux secteurs ne se fera plus par contact direct, chose qui ne provoquera pas le moindre affaiblissement de l'organisation stratégique alliée, qui en ressortira, retenons bien ça, plus réaliste, dans la mesure où elle se sera libérée du concept quelque peu rigide de ligne défensive ininterrompue reliant la Norvège à l'Anatolie, ainsi que des résistances et manœuvres aléatoires au cœur du rude complexe montagneux alpin. Quant à l'Italie, séparée du secteur européen central et devenant le principal point d'appui du secteur méridional, ses devoirs et ses engagements ne varieront pas: conformément aux plans et aux directives déjà élaborés, nos forces armées devront poursuivre leur préparation, en silence, avec sérieux et application.

Camillo Caleffi